

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 177 22 novembre 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

« *Entre Sarkozy et Besancenot, il n'y a rien* »...

La journée de grève des fonctionnaires du 20, pour les salaires et contre les suppressions de postes a été un succès. Des manifestations se sont déroulées dans plus de 150 villes, rassemblant 700 000 personnes, fonctionnaires, mais aussi délégations d'entreprises privées, cortèges d'étudiants et de lycéens en lutte contre la réforme Pécresse, et bien sûr, cheminots, gaziers, électriciens en lutte contre la réforme des régimes spéciaux de retraites.

Malgré la pression médiatique, cheminots et employés de la RATP ont tenu, assuré la jonction avec la journée d'action des fonctionnaires du 20. A l'initiative de Thibault, qui avait proposé des négociations au gouvernement dès la veille de la journée du 14, les cheminots avaient répondu : « *Thibault c'est Thibault, la CGT c'est nous et les grévistes, c'est nous* », affirmant ainsi qu'ils comptaient rester maîtres de leur mouvement. Quant à Chérèque, dont l'organisation a appelé à la reprise du travail, il a été hué tout au long du cortège de la manifestation parisienne, qu'il a fini par quitter en courant. Et alors que les négociations tripartites à la RATP et à la SNCF commençaient mercredi 21, de nombreuses AG de grévistes votaient des résolutions affirmant qu'il n'était pas question de lâcher sur les 37,5 annuités, et exigeant « *d'être consultés pour toute décision qui engagerait notre avenir et d'être informés du contenu des décisions à chaque étape* ».

Le gouvernement, par la bouche de Fillon, avait dans un premier temps affirmé que l'ouverture des négociations était conditionnée à la reprise du travail. Mais, devant la détermination des grévistes, il a fini par décréter, après une série de cafouillages, qu'il suffisait qu'une « *dynamique de reprise du travail* », c'est-à-dire une diminution du nombre de grévistes, soit « *observée* », pour que les discussions puissent commencer...

Ces négociations se sont donc engagées, et il semble que les directions de la SNCF, de la RATP, d'EDF et GDF soient prêtes à financer, sur les profits des entreprises, des compensations salariales qui permettraient de maintenir plus ou moins, malgré la mise en route de la réforme, le niveau des retraites des agents. Une façon de tenter de faire passer les 40 annuités au lieu de 37,5, c'est-à-dire d'atteindre le véritable objectif de cette réforme, qui n'est pas, on le voit bien, une simple question de sous, mais bien un problème politique : dégager le terrain pour une augmentation générale du nombre d'annuités de l'ensemble des salariés.

Sarkozy, qui était resté silencieux toute une semaine, est intervenu mardi après-midi devant le congrès de l'Association des maires de France. Maniant « *ouverture* » et « *fermé* », il a commencé par dire qu'il voulait qu'il n'y ait « *ni vainqueurs ni vaincus* », et que pour lui, les cheminots, les fonctionnaires, ne sont pas des privilégiés. Il a ajouté qu'il « *faut savoir terminer une grève quand s'ouvre le temps de la discussion* », qu'il resterait déterminé jusqu'au bout et que « *la réforme se fera, que nul n'en doute* », qu'il fallait mettre fin à la « *prise en otage* » des usagers, qu'une « *petite minorité ne saurait imposer sa loi à une majorité* », et qu'il « *fera respecter au besoin l'ordre public* »... Faisant référence aux

revendications des fonctionnaires, il a promis « *des initiatives pour répondre à l'angoissante question du pouvoir d'achat, de la croissance et de l'emploi* »...

Un discours qui résume bien la politique de Sarkozy, ferme sur le fond, mais cherchant à négocier, prêt à lâcher des « *compensations* », pour gagner sur l'essentiel, à l'image de ce qui se passe dans les négociations de branche des régimes spéciaux. Et qui inquiète toute une partie de la droite, qui se demande si Sarkozy ne se prépare pas à « *trop lâcher* » devant les grévistes, se discréditant et discréditant l'UMP à quelques mois des élections municipales, aux yeux de tous ceux qui se sont laissé aller à croire à ses promesses de fermeté...

Au lendemain des premières réunions de négociation de branche à la RATP et à la SNCF, et alors que les principaux syndicats parlent « *d'avancées* » avec les propositions « *mises sur la table* » par les directions, une partie des AG a voté la « *suspension* » de la grève, se proposant de la reprendre en fonction de l'évolution des discussions. Il semble que l'on se dirige vers la fin du conflit, même si une partie des grévistes, principalement à l'initiative de SUD, maintient son refus du fond de la réforme. Il est difficile de prévoir comment la situation va évoluer, mais une telle victoire des cheminots, c'est-à-dire le retrait de la réforme, ne serait possible que si leur mouvement trouvait un appui dans les autres catégories sociales. Cela suppose mener une bataille politique pour contrer la propagande qui tente de les isoler, pour montrer qu'ils se battent, non pas pour des intérêts catégoriels s'opposant à « *l'intérêt général* », mais bien pour l'ensemble des salariés, en refusant que saute le dernier verrou avant un allongement général de la durée du travail à 41, 42, voir 45 annuités.

Le succès de la mobilisation du 20, la persistance des résistances à la réforme des régimes spéciaux, l'existence de multiples conflits sociaux, pour les salaires, contre les licenciements, la mobilisation des étudiants, montrent que les salariés et les jeunes poussent de toute part à une généralisation des luttes.

Mais le mouvement d'ensemble qui permettrait à toutes ces luttes de se renforcer mutuellement, de trouver leur cohérence face au patronat et au gouvernement a bien des difficultés à se construire. Il a besoin pour cela un appui organisé à l'échelle nationale.

Tout le monde l'a bien compris, les grandes confédérations syndicales sont opposées à toute idée de généralisation d'un mouvement interprofessionnel. Quant à la gauche parlementaire, elle est inexistante dans les affrontements sociaux en cours. La crise que traversent le PCF et les Verts se manifeste par l'absence quasi-totale de ces organisations dans le mouvement. Les dirigeants du PS, d'accord sur le fond de réformes qu'ils ont eux-mêmes contribué à préparer quand ils étaient au gouvernement, n'ont pas d'autre créneau, pour tenter d'exploiter les difficultés politiques de la droite, que d'en critiquer la « forme ». Quant ils ne soutiennent pas ouvertement le gouvernement, comme Ségolène Royal affirmant que « *l'autonomie des universités est une bonne réforme* », ou encore Emmanuel Vals, qui regrette que le PS n'ait pas clairement pris position pour la réforme des régimes spéciaux.

Libération, citant un député UMP, écrivait : « *Entre Sarkozy et Besancenot, il n'y a rien* », formule qui reflète, certes sous forme caricaturale, une part de la réalité. Dans le contexte social actuel, l'extrême gauche, et particulièrement la LCR, apparaît en effet comme la seule opposition politique organisée faisant face, aux côtés des salariés en lutte, à l'offensive du patronat et du gouvernement. Il y a là le reflet d'une polarisation entre deux camps sociaux irréconciliables, le patronat et l'Etat contre le camp des travailleurs.

Le journal *Les échos*, dans un article intitulé *Guerre des gauches*, ne voit dans la place grandissante que prend l'extrême gauche que le résultat d'une politique démagogique et opportuniste, s'appuyant sur des mécontentements impossibles à satisfaire et menant la « guerre » contre les partis de la gauche institutionnelle, dans le seul but de renforcer ses organisations. La réalité est bien loin de ces élucubrations.

La sympathie pour nos idées, que nous rencontrons directement et largement dans les manifestations et nos interventions publiques, n'est pas le fruit de manipulations démagogiques. Elle est l'illustration du fait que les idées que nous défendons offrent un début de réponse aux besoins politiques des salariés, dans leurs combats contre le patronat et le gouvernement.

La violence de la guerre de classe menée par Sarkozy pour le compte de ses amis patrons, le mépris social et l'arrogance dont ils font tous preuve, font tomber les masques. Faire face aux nécessités de la lutte immédiate fait bouger les consciences. Il devient clair, pour bien des militants et des salariés, que seules nos luttes nous permettront de renverser le rapport de force, de mettre un coup d'arrêt aux reculs,

de reprendre l'offensive ; que ces luttes, nous devrons en assurer la direction et le contrôle démocratique. La nécessité de la convergence s'impose, comme s'impose l'unicité des intérêts des secteurs en lutte, contre les discours de tous ceux qui voudraient les opposer, pour tenter de nous diviser et de nous vaincre.

Ces idées ne trouvent leur formulation que dans les organisations d'extrême gauche, qui apparaissent comme les seules du côté des grévistes. Elles seules affirment haut et fort la légitimité des revendications, de l'exigence d'une autre répartition des richesses. Elles seules posent clairement les affrontements en cours comme des affrontements de classe, entre un patronat arrogant servi par un Sarkozy aux ordres, et des salariés, du public comme du privé, attaqués de toute part.

C'est cela qui fait que face à Sarkozy et au patronat, l'extrême gauche représente la seule opposition politique organisée. Et c'est cela qui donne aussi toute son actualité à l'idée de construction d'un parti au service des luttes, point d'appui pour la construction d'un mouvement d'ensemble.

Eric Lemeil

↑

**Si *débatmilitant* te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**